Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2017-210** **09/03/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidature : 10 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de chargé(e) de mission « Adaptation au changement climatique » au Parc national de Port-Cros (agent contractuel - CDD) à Hyères (83).

- 1 poste de chargé(e) de mission « Ports / Plaisance » au Parc national de Port-Cros (agent contractuel - CDD) à Hyères (83).

- 1 poste de chargé(e) de mission « Fonds Européens » au Parc national de Port-Cros (agent contractuel – CDD) à Hyères (83).

- 1 poste de stagiaire au Parc national des Cévennes pour l'étude de projet pour le verger de châtaigniers sur la commune d'Aumessas à Le Vigan (30).

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

- 1 poste de chef(fe) du service des contrôles (catégorie A) à Besançon (25).

- 1 poste de chef(fe) du service de gestion des aides (catégorie A) à Besançon (25).

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) / Service Europe et International :

- 1 poste d'économiste – analyste des politiques publiques (F/H) auprès de l'OCDE (catégorie A/A+) à Paris 16ème.

- 1 poste de chargé(e) de mission à la DAECT / MAEDI (catégorie A/A+) à Paris 7ème.

Ministère de l'économie et des finances :

1 poste de Chef(fe) du bureau « synthèse budgétaire GRH et finances publique » (catégorie A+) à Paris 12ème.

Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France (agreenium) :

1 poste d'adjoint(e) au directeur et chargé(e) des affaires générales (catégorie A) à Paris 16ème.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Parc national de Port-Cros

APPEL DE CANDIDATURES

Le parc national de Port-Cros, établissement public à caractère administratif sous tutelle du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, recrute sous contrat à durée déterminée un(e) :

Chargé(e) de mission « Adaptation au changement climatique»
pour une mission de 18 mois à compter du 1er septembre 2017

Contexte :

Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros a une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée. Outre l'île de Port-Cros, son action s'étend également sur l'île de Porquerolles ainsi qu'auprès d'espaces littoraux qui lui sont confiés en gestion, appartenant notamment au Conservatoire du littoral. En application de la Loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est. Cinq communes ont adhéré à la charte : La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix-Valmer et Ramatuelle. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les coeurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente. L'adaptation du territoire au changement climatique fait partie des axes de travail prioritaires pour le parc national.

La mission proposée s'exercera dans le cadre de la mise en œuvre du projet MPA-ADAPT, financé par le programme INTERREG Med et portant sur l'adaptation au changement climatique dans les aires marines protégées.
Dans ce cadre de coopération, la personne recrutée sera chargée de contribuer à la définition puis à la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement en matière d'adaptation au changement climatique.

Il/elle sera sous la responsabilité du référent milieu marin du service Connaissance du patrimoine.

Principales missions :

La mission principale sera de définir et mettre en œuvre les axes de la stratégie « changement climatique » de l'établissement public. Plus précisément, il s'agira de :

- Définir la stratégie globale d'adaptation au changement climatique du parc national en regard de la stratégie scientifique, de la charte et du projet de coopération MPA ADAPT.

- Mettre en place et accompagner les suivis et études du changement climatique prévus dans le programme triennal d'action: suivi des plages en cœur de parc et aire maritime adjacente (avec les communes) ; suivi de la limite de l'herbier, données physico-chimiques, étude de vulnérabilité de la biodiversité, étude de vulnérabilité socio-économique des pêcheurs ou des plongeurs etc.
- Développer le positionnement de l'îlot de Bagaud comme réserve scientifique, référence du changement global, analyse de préfiguration de l'extension de la réserve en mer.
- Créer avec le service *Tourisme durable, Accueil et Valorisation des patrimoines* des événements de sensibilisation et des supports de communication sur le changement climatique dans le parc national.
- Préparer et assurer les réunions de restitution auprès des différents publics (CESC, Conseil scientifique, usagers, communes).
- Assurer un soutien au chargé de mission N2000 pour le développement des actions de gestion des habitats et espèces marins.
- Rédiger des études de cas, bonnes pratiques sur la gestion du milieu marin dans le parc national, contribuer aux rendus communs du projet européen.
- Communiquer sur l'avancée du projet (préparation d'articles, communication web, en lien avec le chef de file du projet).
- Préparer les rapports administratifs, techniques et financiers semestriels en lien avec le service coopération ingénierie financière.

Expérience souhaitée :
- Expérience significative (Bac + 5) dans le domaine de l'environnement littoral et marin.
- Capacités d'organisation pour la conduite de projet.

Profil du(de la) candidat(e) :
• Connaissance souhaitée sur les méthodes de suivis pertinents sur la question du changement climatique.
• Capacité et expérience du mode projet, travail en transversalité et avec une pluralité de partenaires.
• Capacité à piloter en autonomie les projets dont il/elle a la charge.
• Très bon relationnel, esprit d'initiative, rigueur et organisation.
• Maîtrise des outils de communication, aisance à l'oral.
• Pratique courante de l'anglais, parlé et écrit indispensable.

Conditions particulières :
Permis B.
Ce poste sera basé au Castel Sainte-Claire à Hyères, siège de l'établissement.
Déplacements possibles en France et à l'étranger dans le cadre du projet MPA ADAPT.

Démarches à accomplir :
Adresser une lettre de candidature manuscrite obligatoire d'une page maximum, faisant ressortir la motivation et un curriculum-vitae à :
Monsieur le Directeur du Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte Claire
BP 70220 83406 – HYERES CEDEX
en précisant « **recrutement Chargé de mission – Adaptation au changement climatique »** sur l'enveloppe.

Poste à pourvoir le :
1er septembre 2017

Date limite de dépôt des candidatures :
31 mai 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalité de sélection : La présélection des candidats se fera sur dossier. Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidats présélectionnés.

Parc national de Port-Cros

APPEL DE CANDIDATURES

Le parc national de Port-Cros, établissement public à caractère administratif sous tutelle du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, recrute sous contrat à durée déterminée un(e) :

Chargé(e) de mission « Ports / Plaisance »
pour une mission de 12 mois à compter du 1er juin 2017

Contexte :

Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros a une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée. Outre l'île de Port-Cros, son action s'étend également sur l'île de Porquerolles ainsi qu'auprès d'espaces littoraux qui lui sont confiés en gestion, appartenant notamment au Conservatoire du littoral. En application de la Loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est. Cinq communes ont adhéré à la charte : La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix-Valmer et Ramatuelle. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente. La plaisance propre fait partie des axes de travail prioritaires pour le parc national.

La mission proposée s'exercera dans le cadre de la mise en œuvre du projet GIREPAM, financé par le programme INTERREG MARITIME PO IFM, et portant sur la gestion exemplaire des espèces et habitats Natura 2000, la préservation de l'herbier de posidonies et la gestion des impacts de la plaisance.
Dans ce cadre de coopération, la personne recrutée sera chargée de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement en matière de plaisance propre, définie au regard de la charte du Parc national et de son programme triennal d'actions, validé par le Conseil d'Administration le 28 novembre 2016.

Il/elle sera sous la responsabilité du chef de service EPITE « Economie de Proximité, Innovation, Transition Energétique ».

Principales missions :
La mission principale est de contribuer à mettre en œuvre les axes de la stratégie « plaisance propre » de l'établissement public dans le cadre de réalisation du projet GIREPAM. Plus précisément, il s'agit de :

- Mettre en place la certification « port propre » du port de Port-Cros ;

- Animer la démarche « bateau bleu » auprès des professionnels du nautisme pour la saison 2017 et accompagner l'expérimentation pour un déploiement vers les plaisanciers-individuels avec les membres de la commission environnement du Yacht Club de Porquerolles ;
- Réaliser les actions administratives et techniques liées la mise en place des mouillages écologiques organisés dans la rade de Port-Cros ;
- Assurer le suivi et la poursuite des partenariats liés aux événements nautiques écoresponsables de l'aire maritime adjacente ;
- Animer les partenariats techniques et financiers auprès des acteurs comme l'Agence de l'Eau RMC, l'AFB (ex Agence des Aires Marines Protégées), la Fédération des Industries Nautiques, etc.
- Participer à des réseaux d'échanges locaux, régionaux, nationaux et internationaux dans le cadre du projet GIREPAM.
- Préparer les rapports techniques semestriels en lien avec le service coopération ingénierie financière.

Expérience souhaitée :
- Expérience significative dans le domaine de la gestion portuaire, de la plaisance et des usages nautiques ;
- Capacités d'organisation pour la conduite de projet.

Profil du(de la) candidat(e) :
- Expérience indispensable dans le domaine maritime, en particulier avec les acteurs de la plaisance et du nautisme ;
- Connaissances des réglementations inhérentes aux activités et aux travaux maritimes ;
- Connaissance souhaitée du dispositif de certification « port propre » ;
- Capacité et expérience du mode projet, travail en transversalité et avec une pluralité de partenaires ;
- Capacité à piloter en autonomie les projets dont il/elle a la charge ;
- Très bon relationnel, esprit d'initiative, rigueur et organisation ;
- Maîtrise des outils de communication ;
- Pratique de l'anglais, parlé et écrit fortement souhaité. Italien, souhaitable.

Conditions particulières :
Permis B.
Ce poste sera basé au Castel Sainte-Claire à Hyères, siège de l'établissement.
Déplacements possibles en France et à l'étranger dans le cadre du projet GIREPAM.

Démarches à accomplir :
Adresser une lettre de candidature faisant ressortir la motivation et un curriculum-vitae détaillé :
Monsieur le Directeur du Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte Claire
BP 70220 83406 – HYERES CEDEX
en précisant « **recrutement Chargé de mission – Port / Plaisance »** sur l'enveloppe.

Poste à pourvoir le :
1er juin 2017

Date limite de dépôt des candidatures :
15 avril 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalité de sélection : La présélection des candidats se fera sur dossier. Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidats présélectionnés.

Parc national de Port-Cros

APPEL DE CANDIDATURES

Le parc national de Port-Cros, établissement public à caractère administratif sous tutelle du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, recrute sous contrat à durée déterminée un(e) :

Chargé(e) de mission « Fonds Européens»
pour une mission de 14 mois à compter du 15 octobre 2017

Contexte :

Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros a une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée. Outre l'île de Port-Cros, son action s'étend également sur l'île de Porquerolles ainsi qu'auprès d'espaces littoraux qui lui sont confiés en gestion, appartenant notamment au Conservatoire du littoral. En application de la Loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est. Cinq communes ont adhéré à la charte : La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix-Valmer et Ramatuelle. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les coeurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente. L'adaptation du territoire au changement climatique fait partie des axes de travail prioritaires pour le parc national.

La mission proposée s'exercera dans le cadre de la mise en œuvre de plusieurs projets européens INTERREG Med et Marittime (PO IFM), au sein du Parc national de Port-Cros.
Les projets concernent l'adaptation au changement climatique dans les aires marines protégées (MPA ADAPT), la mise en place du label îles durables (ISOS) et la gestion exemplaire des zones Natura 2000 (GIREPAM).
Dans ce cadre de coopération, la personne recrutée sera chargée d'assurer la coordination interne et externe, administrative et financière de ces projets.

Il/elle sera sous la responsabilité du chef de service Coopération Ingénierie Financière.

Principales missions :

La mission principale sera d'assurer la coordination et la gestion administrative et financière des projets européens. Plus précisément, il s'agira de :

- Assurer un suivi administratif, budgétaire et technique des trois projets européens ISOS / GIREPAM et MPA ADAPT,
- Organiser la contribution du Parc dans les projets en lien étroit avec les différents

services (gestion de projet interne, rendus communs, traduction, communication institutionnelle etc.). Préparer/animer les réunions de coordination inter-services.
- Suivre la réalisation des actions via le logiciel de pilotage EVA
- Assurer le lien avec les chefs de fils et les autres partenaires des projets pour tous les aspects administratifs, la planification, l'organisation des visites d'échange, les réunions techniques etc.
- Rédiger les rapports techniques et financiers (3 à 4 échéances pendant la durée de la mission),
- Assurer le suivi comptable des dépenses en lien avec les services financiers ainsi que le recueil des justificatifs nécessaires.
- Renseigner les plateformes de remontées de dépenses en ligne et faire certifier les dépenses par les contrôles de premier niveau
- Coordonner les questions-réponses aux chefs de file et à l'autorité de gestion.

Expérience souhaitée :
- Expérience significative dans le domaine de gestion des projets européens (Bac + 5), une expérience de reporting dans les programmes Interreg MED et/ou Marittimo sera appréciée ;
- Capacités d'organisation pour la conduite de projet.

Profil du(de la) candidat(e) :
- Capacité et expérience du mode projet, travail en transversalité et avec une pluralité de partenaires ;
- Capacité à piloter en autonomie les projets dont il/elle a la charge ;
- Très bon relationnel, esprit d'initiative, grande rigueur et organisation ;
- Maîtrise des outils de communication, aisance à l'oral ;
- Langues : Pratique courante de l'anglais, parlé et écrit indispensable. Italien souhaité

Conditions particulières :
Permis B.
Ce poste sera basé au Castel Sainte-Claire à Hyères, siège de l'établissement.
Déplacements possibles en France et à l'étranger dans le cadre des projets européens.

Démarches à accomplir :
Adresser une lettre de candidature faisant ressortir la motivation et un curriculum-vitae détaillé :
Monsieur le Directeur du Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte Claire
BP 70220 83406 – HYERES CEDEX
en précisant « **recrutement Chargé de mission – Fonds européens »** sur l'enveloppe.

Poste à pourvoir le :
15 octobre 2017

Date limite de dépôt des candidatures :
31 juillet 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalité de sélection : La présélection des candidats se fera sur dossier. Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidats présélectionnés.

OFFRE DE STAGE 2017

Étude de projet pour le verger de châtaigniers sur la commune d'Aumessas

Structure d'accueil : Parc national des Cévennes

Encadrants : Technicienne agri-environnement du massif de l'Aigoual + chef du pôle agri-environnement

Collaborations : Commune d'Aumessas + Associations partenaires

Localisation : Le Vigan (30)

Durée : 2 mois (8 semaines maximum)

Période du stage : à partir du 1er mai 2017

Niveau : Licence Pro – Master – Ingénieur agri/agro

Rémunération (versée mensuellement) : montant légal

Le stagiaire bénéficiera du remboursement de ses frais (repas, hébergement) dans le cadre des missions autorisées.

Contexte :

La châtaigneraie est un élément constitutif du patrimoine social, écologique et économique des Cévennes. Sur les 40 000 ha d'habitat à châtaigneraie, 1 500 ha sont exploités en verger. Mais la châtaigneraie est aussi utilisée pour l'alimentation des troupeaux ou pour son bois. Souvent vieillissante ou à l'abandon, la réhabilitation des châtaigneraies est un enjeu majeur sur tout le sud du territoire.

La châtaigneraie d'Aumessas :

L'Établissement Public du Parc national des Cévennes possède une châtaigneraie en propriété sur la commune d'Aumessas. Acquise il y a une trentaine d'années pour en faire un verger conservatoire de variétés locales, cette châtaigneraie s'étend sur environ 3 ha pour une quarantaine d'arbres. Les arbres sont dans un état sanitaire hétérogène (chancre, encre, cynips du châtaignier) et le suivi des greffes et des variétés n'a pas toujours été porté à connaissance. Avec les mouvements de personnels, le suivi de cette châtaigneraie n'a pas toujours été assuré.

Aujourd'hui, le Parc national des Cévennes souhaite remettre à niveau la connaissance de ce verger de châtaigniers et se positionner sur l'avenir à donner à cette propriété et les projets à mener dessus.

Attendus :

En partenariat avec la commune d'Aumessas et les membres du comité de pilotage, il s'agit de réaliser :

- Un état des lieux historique, paysager et des usages et pratiques de la châtaigneraie d'Aumessas

- Un état des lieux des arbres du verger : état sanitaire, détermination des variétés de châtaigniers présentes grâce aux grilles existantes, productivité fruitière. Cartographie des arbres et réalisation d'une fiche de suivi par arbre.

- Une proposition de projets pour la châtaigneraie d'Aumessas, avec d'une part, le travail technique à réaliser sur les arbres (travaux d'élagage, greffe, etc) et la gestion du verger ; et d'autre part une réflexion sur le devenir du lieu (valorisation agricole ou économique, mise en réseau avec

d'autres vergers, observatoire sanitaire, aménagements à envisager, utilisation par les habitants de la commune...)

Cette étude devra s'inscrire dans le contexte plus large de la châtaigneraie cévenole.

Profil recherché

Intérêt et connaissances en arboriculture et sur la châtaigneraie plus précisément

Intérêt et connaissances pour la gestion et la valorisation du patrimoine naturel et agricole

Capacité relationnelle

Capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction

Maîtrise des outils informatiques (traitement de texte, tableur, QGiS)

Permis B indispensable

ENVOYER CV ET LETTRE DE MOTIVATION AVANT LE 20 MARS 2017

Contact :
Viviane de MONTAIGNE
Chef du Pôle Agri-Environnement
Parc national des Cévennes
6bis place du Palais
48400 Florac
04 66 49 53 42

viviane.de.montaigne@cevennes-parcnational.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Bourgogne Franche-Comté – site de Besançon
70 rue de Trépillot – 25044 BESANCON Cedex

Chef (fe) du service des contrôles

N° du poste : 17103 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2 (sous réserve de validation)	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste susceptible d'être vacant **Date limite de candidature : 30 mars 2017**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement est un organisme payeur et un opérateur public contribuant à la mise en œuvre de politiques publiques européennes nationales et locales. La Direction Régionale est composée de deux sites basés à Besançon et Dijon regroupant un peu plus de 100 agents répartis en 4 services dont le service des contrôles de Besançon qui compte 3 secteurs. Le périmètre d'intervention de ce service concerne essentiellement les départements franc comtois.
Objectifs du poste	Placé sous l'autorité directe du Directeur régional délégué en charge des contrôles en Bourgogne Franche-Comté, le (la) titulaire assure le pilotage du service contrôles de Besançon. Il (elle) encadre une équipe composée d'une dizaine d'agents titulaires et d'une dizaine d'agents contractuels. Le service, compétent prioritairement sur les départements franc comtois, est chargé de la réalisation des contrôles relevant du 1er et 2ème pilier de la PAC (SIGC et hors SIGC). Ainsi, le service réalise chaque année environ 1500 contrôles. Le (la) titulaire du poste évolue dans un environnement impliquant de multiples acteurs (services de l'Etat, Région, responsables professionnels..). Le (la) responsable de ce service participe au pilotage de la DR au sein de l'équipe de direction, appuie le Directeur régional délégué lors des réunions avec les partenaires de la DR. Il (elle) travaille en étroite collaboration avec le chef de service des contrôles de Dijon.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Mettre en œuvre et assurer le suivi des campagnes de contrôles, rendre compte au Directeur régional délégué et proposer les améliorations envisageables. Encadrer les agents du service et participer au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie de la DR. Assurer l'organisation opérationnelle du service et adapter l'affectation des agents en fonction de l'activité Piloter et manager l'équipe (recrutement, animation, évaluation...) Respecter les engagements contractuels du service Assurer, en lien avec le Directeur Régional Délégué, le relationnel avec les partenaires internes et externes.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Appliquer les directives qualité/sécurité et du contrôle interne dans le service

Contribuer à l'harmonisation des pratiques entre les 2 services contrôles de la DR

Assurer la Gestion prévisionnelle de l'activité et les résultats du service

Collaborer à des groupes de travail internes et externes et animer des réunions</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne DR, avec les différents acteurs de son équipe, son collègue de Dijon, le Service Gestion des Aides (SGA), les responsables de la DR dont la Responsable Administratif et Financier, le Directeur régional délégué et le Directeur régional.
Avec le Siège de l'ASP, la Direction des contrôles et les directions agricoles du siège de l'ASP, la Direction de l'organisation et de la Performance et la DRH.
En externe, le chef de service est en relation avec la DRAAF, la Région, les DDT, les DDCSPP, les bénéficiaires des aides et éventuellement les responsables professionnels agricoles et les structures de développement.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance de l'environnement de l'ASP et de son fonctionnement.

Très bonne connaissance des dispositifs agricoles gérés par l'ASP

Bonne connaissance de la PAC et la maitrise des procédures de contrôle

Connaissance du milieu agricole</td><td>Compétences managériales affirmées.
Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.
Sens de l'initiative et de l'autonomie.
Esprit de synthèse
Savoir rendre compte, déléguer
Anticiper les difficultés et alerter la Direction

Maitrise des techniques de communication écrite et orale</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M Guerric LALIRE - Directeur régional –
tél. : 03.80.72.61.73 – guerric.lalire@asp-public.fr
M Patrick GOURY – Directeur régional délégué, responsable du site de Besançon
Tél 0381543803, patrick.goury@asp-public.fr
Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière
tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Bourgogne Franche-Comté – site de Besançon
70 rue de Trépillot – 25044 BESANCON Cedex

Chef(fe) du service de gestion des aides

N° du poste : 17104 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2 (sous réserve de validation)	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant **Date limite de candidature : 30 mars 2017**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'ASP est implantée sur l'ensemble du territoire, les directions régionales sont en relation permanente avec les directions du siège (Limoges et Montreuil). La Direction régionale Bourgogne Franche Comté est constituée de deux sites, le poste proposé, placé sous la responsabilité directe du directeur régional, est situé à Besançon. Le service de gestion des aides (SGA) est composé de trois secteurs et regroupe une quinzaine de personne actuellement, il assure la gestion de l'ensemble des dispositifs Agri-ruraux, Formation professionnelle, Aides à l'Emploi et autres aides relevant de l'ASP. Les principaux partenaires sont les services de l'Etat en région (Agriculture, et Emploi) et la Région (Agriculture et formation).
Objectifs du poste	Le/la chef(fe) de service assure l'organisation des secteurs, la planification et le suivi opérationnel de l'ensemble des activités, en lien avec les responsables de secteurs et l'encadrement du SGA du site de Dijon.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- assure l'organisation du service et des secteurs d'activité, - assure le pilotage de l'activité, - s'assure auprès des chargés d'action de la bonne application des procédures, - rend compte de son activité au moyen de bilans, d'analyses et de notes de synthèse, - élabore les conventions passées avec les donneurs d'ordre et partenaires locaux - contribue au suivi budgétaire et évalue les besoins nécessaires lors de la définition du budget et des décisions modificatives, - participe au recrutement de personnels - réalise les entretiens professionnels et participe au suivi des carrières
Champ relationnel du poste	**Relations internes :** est l'interlocuteur privilégié de services centraux du siège et des délégations régionales pour les domaines le concernant. **Relations externes :** assure les relations avec certains services du Conseil régional (volet technique) et représente l'ASP dans les réunions externes pour les domaines le concernant.

Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	Connaissance : - des règlementations relatives aux fonctions exercées - des techniques et outils mis en œuvre, - de l'environnement administratif et professionnel, Maîtrise : - des techniques de communication orale et écrite, - des techniques de management - des outils de reporting, des tableaux de bord	Rigueur, méthode et organisation Forte aptitude au management Aptitude à rendre compte Aptitude à la négociation Capacités rédactionnelles Aisance relationnelle
Personnes à contacter	M Guerric LALIRE - Directeur régional – tél. : 03.80.72.61.73 – guerric.lalire@asp-public.fr M Patrick GOURY – Directeur régional délégué, responsable du site de Besançon Tél 0381543803 , patrick.goury@asp-public.fr Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr	

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)
2 rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Direction des échanges et de l'agriculture

Économiste - Analyste des politiques publiques (H/F)

Catégorie A+/A

Mise à disposition

Niveau de parcours classement professionnel : 2

Poste disponible

MISSION DE LA STRUCTURE	L'OCDE est une organisation internationale regroupant 35 pays dont la France. Elle fournit des données statistiques, réalise des analyses économiques, compare les politiques et formule des recommandations sur les meilleures politiques à mener. L'OCDE occupe une place importante dans le débat économique et politique : les discussions qui y sont menées préfigurent souvent le contenu des négociations internationales et peuvent appuyer les évolutions réglementaires nationales. La direction des échanges et de l'agriculture traite de l'agriculture sous tous ses angles clés, notamment l'analyse des politiques et des marchés agricoles, des échanges commerciaux, du développement et de l'environnement. Les travaux de cette direction visent à définir des politiques agricoles qui permettent d'atteindre les objectifs nationaux de manière efficace, efficiente et durable sans créer plus de distorsions sur les échanges que nécessaire.
OBJECTIF DU POSTE	L'économiste recruté(e) sera affecté(e) dans la division des politiques des ressources naturelles de la direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE. En fonction de son profil et de ses compétences, il/elle sera chargé(e) de mener des analyses portant majoritairement sur des domaines stratégiques d'intérêt commun entre l'OCDE et le MAAF, en mettant à profit son champ d'expertise reconnu.
MISSIONS	Au sein de la division des politiques des ressources naturelles, le/la titulaire du poste : • mènera des analyses des politiques agricoles en cohérence avec le programme de travail de la direction des échanges et de l'agriculture et en tenant compte des orientations stratégiques conjointement identifiées par le MAAF et l'OCDE ; • contribuera notamment à l'une des activités suivantes : a. L'évaluation de l'impact environnemental des politiques agricoles. L'OCDE a entrepris un travail d'analyse des conséquences des politiques agricoles sur l'environnement, au-delà des seules mesures agro-environnementales. L'ambition de cette étude est d'identifier e de quantifier les effets des politiques agricoles sur l'environnement . Cette activité participe à l'objectif de l'OCDE d'évaluer la cohérence des signaux envoyés par les politiques agricoles aux différents acteurs concernés, notamment quant à leurs effets environnementaux. b. L'examen de l'efficacité économique des politiques d'atténuation du changement climatique concernant l'agriculture. L'objectif du projet est d'identifier les politiques d'atténuation du changement climatique dirigées vers l'agriculture les plus efficaces et de quantifier les impacts, de politiques d'atténuation ambitieuses pour le secteur. Il s'agira notamment de s'intéresser aux risques de fuite de carbone, en tenant compte du rôle de l'innovation. Cette évaluation appuiera les travaux réalisés par la direction de l'agriculture et des échanges sur les risques

	extrêmes auxquels peut être confrontée l'agriculture. Cette activité s'intéressera également au potentiel de captation de carbone par les sols. c. L'évaluation des synergies et arbitrages entre objectifs de croissance de la productivité agricole et objectifs de durabilité environnementale. Cette activité a été initiée par l'OCDE en 2015 avec un focus sur les questions liées au changement climatique, et sera poursuivie dans les années à venir en élargissant la problématique à un plus larges champs d'enjeux environnementaux. • participera à tout ou partie des activités suivantes : ➢ Intégration des enjeux de durabilité dans le cadre d'analyse sur l'innovation et la productivité durable de l'agriculture. Ce travail viendrait en appui aux actions déjà engagées par l'équipe et pourra porter aussi bien sur le renforcement du cadre d'analyse que sur son application à des pays précis. ➢ Travaux associés au rapport annuel de suivi et d'évaluation des politiques agricoles. ➢ Réunions de l'organisation portant sur les questions relatives à l'agriculture et à l'environnement, notamment celles du comité de l'agriculture et de ses organes subsidiaires ; ➢ Établissement et maintien de contacts réguliers avec les experts, tant au niveau national qu'international, et avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales travaillant dans les domaines susmentionnés ; ➢ Réunions internationales, en fonction des besoins.
PROFIL RECHERCHÉ	**Formation** Diplôme universitaire de niveau supérieur en économie ou en analyse des politiques publiques incluant une dimension économique (si possible doctorat). **Expérience professionnelle** Expérience dans le domaine de la recherche académique (ou doctorat). Expérience professionnelle dans l'administration sur un poste de définition, d'analyse ou de mise en œuvre de politique économique ou agricole. Une expérience professionnelle ou académique portant sur l'une des principales activités identifiées dans la mission du poste serait très appréciée. **Langues** Excellentes capacités de communication écrite et orale en anglais. **Compétences clés** • Excellente aptitude à réaliser des analyses tant quantitatives (modélisation et/ou analyse économétrique) que qualitatives. • Autonomie, respect des délais et esprit d'initiative. • Aptitude à contribuer à des discussions relatives à l'action publique, à établir et à maintenir des contacts avec les experts et spécialistes appropriés aux niveaux national et international. • Très bonne capacité d'organisation et aptitude à gérer efficacement les tâches à effectuer et à contribuer aux travaux des autres administrateurs. • Aptitude à travailler efficacement dans un environnement pluriculturel. • Excellente aptitude à communiquer par écrit et par oral de façon claire et concise.
DATE DE PRISE DE	Mars 2017

POSTE SOUHAITEE	
DURÉE DU POSTE ENVISAGÉE	2 ans prolongeables 1 an.
PERSONNES A CONTACTER	Frédéric MICHEL, Sous-directeur Europe, MAAF-DGPE-SEI Tél. : + 33 (0)1 49 55 45 57 Mél. : frederic.michel4@agriculture.gouv.fr Andrée SONTOT, Cheffe du bureau des négociations commerciales. MAAF-DGPE-SEI-SDE Tél. : + 33 (0)1 49 55 45 30 Mél. : andree.sontot@agriculture.gouv.fr Simon BORDENAVE, Chargé de mission OCDE, bureau des négociations commerciales. MAAF-DGPE-SEI-SDE Tél. : +33 (0)1 49 55 45 06 Mél. : simon.bordenave@agriculture.gouv.fr

Catégorie A/A+

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Chargé de mission à la DAECT/ MAEDI
Poste vacant à compter du 1er aout 2017.

Parcours professionnel : 2

Présentation de l'environnement professionnel	La Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) accompagne les collectivités françaises dans leurs actions à l'international. Elle agit comme centre de ressources (information, appui juridique), anime le dialogue, la mise en synergie avec les autres acteurs du développement et intervient comme bailleur de fonds. La DAECT est rattachée directement à la Direction Générale de la Mondialisation du MAEDI. Par ailleurs, elle assure une mission interministérielle (pilotage de la Commission nationale de coopération décentralisée), ce qui la place sous l'autorité du Premier Ministre.
Objectifs du poste	- Renforcer les liens existants entre les 2 ministères, notamment dans les domaines économiques (export des produits agroalimentaires, en lien avec la chargée de mission dédiée à la coopération économique au sein de la DAECT), agriculture et gestion forestière durable, climat et enseignement agricole. - Poursuivre le travail engagé dans le domaine de la sécurité alimentaire, du développement durable des territoires ruraux. - Renforcer les partenariats entre le MAAF et les collectivités territoriales, conformément aux recommandations du rapport Laignel. - Renforcer les dynamiques partenariales tripartites MAAF/collectivités territoriales / pays tiers dans les domaines agricole et agroalimentaire (exportations, partenariats internationaux, coopérations bilatérales). - Gérer le portefeuille géographie dédié à l'Union européenne.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Relayer auprès du MAEDI l'expertise du MAAF sur les thématiques suivantes : climat, développement agricole et rural (systèmes alimentaires territorialisés), eau/assainissement/déchets, sécurité alimentaire, biodiversité, gestion durable des forêts, exportations agricoles et agroalimentaires, ingénierie de formation et des dispositifs de formation agricole. - Promouvoir auprès des collectivités les initiatives internationales portées par le MAAF (agro-écologie, initiative « 4 pour mille»,..) et développer des actions en synergie. - Promouvoir auprès des collectivités territoriales les actions bilatérales en faveur du développement des exportations agricoles et agroalimentaires menées par le MAAF et entraîner les collectivités territoriales dans la dynamique de ces actions. - Promouvoir les mécanismes innovants (1% eau, 1% déchets, 1% énergie). - Assurer les relations avec les institutions européennes concernant la

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">coopération décentralisée et faciliter l'accès aux financements européens pour les collectivités territoriales.
- Assurer la relation avec les experts internationaux du MAAF et du MAE-DI, auprès des organisations internationales, en particulier la FAO.
- Favoriser le dialogue entre les collectivités territoriales et les autres acteurs du développement dans les domaines précités et développer des partenariats entre ces différents acteurs, dont les acteurs privés.
- Assurer un suivi de la Convention avec la Fédération nationale des parcs régionaux) COFOR internationale, ainsi que toute autre association en lien avec les thématiques agricoles, agroalimentaires ou forestières.
- Participer à l'élaboration des documents d'orientation stratégique et engager en concertation avec le MAAF la conduite d'un chantier export.
- Participation et suivi des événements internationaux de l'agenda 2030 sur les domaines d'expertise précités (dont COP).
- S'assurer de la prise en compte des thématiques du MAAF précédemment citées dans les approches et programmes « jeunesse » porté par la DAECT (mobilité, coopération éducative…).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Contacts réguliers avec les associations nationales, régionales et internationales de collectivités territoriales françaises et européennes, avec le MAAF, autres ministères, AFD, Fédération nationales des Parcs régionaux, COFOR internationale.
Relations régulières avec les ambassades et les conseillers agricoles en postes.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- Expérience à l'international de la coopération dans les domaines du développement agricole et rural
- Bonne connaissance des dispositifs de coopération au développement
- Intérêt pour l'action extérieure des collectivités territoriales
- Qualités relationnelles et capacités à travailler en équipe
- Bonne pratique de l'anglais</td><td>Savoir-faire
- capacités d'analyse, de synthèse et de hiérarchisation des tâches
- compétences rédactionnelles et réactivité
- capacité d'initiative, autonomie
- sens de la diplomatie, goût pour le travail en milieu interculturel et interlinguistique
- Disponibilité pour les déplacements</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Héloise Pestel, Sous-directrice International
Tél. : 01 49 55 53 41 Mail : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
Bertrand FORT, DAECT
Tél : 01 43 17 62 73 Mail : bertrand.fort@diplomatie.gouv.fr
Marie-Laure Martial
Tél. : 01 43 17 62 62 Mail : marie-laure.martial@diplomatie.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Ludovic LARBODIERE, mail : ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Institut Agronomique, Vétérinaire et Forestier de France
42 rue Scheffer – 75016 PARIS

Adjoint au directeur,

chargé des affaires générales

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : (numéro Epicéa à indiquer par l'IGAPS)

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Classement parcours professionnel : 3</td><td>Cotation RIFSEEP, administrateur civil et attachés: G1; IPF : 4,5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant au 1er avril 2017 Résidence administrative : Paris</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Agreenium, l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France, est un établissement public national de coopération à caractère administratif qui a pour mission principale de permettre à ses membres d'élaborer ensemble des stratégies de formation ou de recherche qu'ils mettent en œuvre au travers de projets communs. Il rassemble 14 établissements d'enseignement supérieur publics et 4 organismes de recherche.

L'Institut s'appuie sur les ressources apportées par ses membres et comprend une équipe d'une vingtaine d'agents (chargés de coopérations, personnels d'appui).

Deux ans après sa création, ses missions sont d'accroître la visibilité du dispositif d'enseignement supérieur et recherche agricole – au sens large -, de développer l'activité internationale de ses membres, de porter l'université numérique en agrobiosciences et tout chantier de coopération entre ses membres. En outre, Agreenium est accrédité pour délivrer le doctorat et développe des activités d'écoles doctorales.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">-Maitriser l'ensemble des dossiers avec le directeur, le remplacer en cas de besoin, participer à la représentation de l'Institut.
-Piloter le fonctionnement interne en lien avec le Secrétaire général.
-Développer les relations avec les entreprises
-Porter des chantiers de coopération</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- pilotage du fonctionnement interne auprès du directeur, relations avec les partenaires sociaux
- développer les relations avec les entreprises
- appui à des chantiers de coopération en fonction du profil du candidat (Forêt- bois notamment).
- représentation de l'institut auprès des tutelles et partenaires</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Membres de l'institut, partenaires sociaux, tutelles et partenaires universitaires et de recherche en France et à l'étranger, entreprises.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
-Management, administration
-Connaissance du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur (le doctorat serait un plus)
-Connaissance du monde de l'entreprise
- Maitrise de l'anglais</td><td>Savoir-faire
Aptitude à travailler en équipe
Qualités rédactionnelles Qualités organisationnelles et managériales</td></tr>
<tr><td>Personne à contacter</td><td colspan="2">M Claude Bernhard – directeur

Claude.bernhard@iavff-agreenium.fr Tel : 06 32 23 92 31</td></tr>
</table>